

Liberté de religion et de conviction au Proche-Orient (Israël, Palestine, Turquie)

Avec :

Samim Akgönül, maître de conférences, HDR - Université de Strasbourg

Jean-François Legrain, chercheur Aix Marseille Université, CNRS - Institut de Recherches et d'Études sur le Monde Arabe et Musulman (IREMAM), Maison Méditerranéenne des Sciences de l'Homme (MMSH)

Jacques Huntzinger, Ancien ambassadeur de France

Lors de cette séance consacrée à la liberté de religions et de convictions en Turquie, Israël et Palestine, nous avons constaté qu'il existait des traits communs entre ces trois pays qui ne font ni partie du Maghreb, ni du Machrek. On y observe un réel pluralisme religieux, bien qu'il y ait une religion dominante dans chacun d'entre eux. En Israël, par exemple, la population juive est elle-même très diverse avec la présence de Russes, de Falachas, d'Ashkénazes, de Séfarades, etc. Il en va de même pour les territoires palestiniens qui regroupent une grande variété religieuse (chrétiens, musulmans, etc.). Ethniquement parlant, ces trois territoires sont aussi des sociétés pluriethniques. Les Kurdes quant à eux représentent une entité à part entière à cheval sur plusieurs frontières et ils forment une minorité non religieuse. Du point de vue historique, tant la Turquie que les territoires palestiniens et Israël ont eu des pères fondateurs laïcs, tels que Mustafa Kemal, Yasser Arafat, et David Ben Gourion. Ces leaders nationalistes avaient une conception fondamentalement laïque de l'État et de la société. Deux types de dynamiques se sont par la suite exprimés : à savoir la sécularisation des sociétés d'une part et la radicalisation de certains mouvements religieux d'autre part, avec l'essor des fondamentalismes juifs messianiques et islamiques. La Turquie, issue de l'Empire ottoman, a longtemps privilégié un discours de rupture avec celui-ci, jusqu'en 1950. On a d'ailleurs mentionné l'Empire ottoman comme étant une pré-Turquie. Le nationalisme turc est assez tardif quant à lui ; il est né en réaction des nationalismes émergents dans l'Empire ottoman. En Turquie, on parle de pluralité. Celle-ci est perçue comme un défi pour l'État dont le but est d'homogénéiser les territoires, afin d'obtenir des États-Nations homogènes. La laïcité, désignée par le néologisme « laiklik », représentait pour les Jeunes Turcs une manière politique de lutter contre la pluralité. L'État d'Israël a été proclamé État juif au sens moderne et européen du terme suite à la Déclaration d'indépendance de 1948. Concernant les liens entre le sionisme et le judaïsme, on peut relever qu'un grand nombre de fondateurs du sionisme étaient des juifs plutôt non pratiquants et laïcs pour certains d'entre eux. Le sionisme est avant tout un mouvement politique et non religieux. La société israélienne possède en son sein une pluralité religieuse interne au judaïsme avec une polarisation de plus en plus forte entre les juifs laïcs et les juifs religieux. Les autres minorités existent. Après la création de l'État d'Israël en 1948 s'est opéré un départ massif des populations palestiniennes installées jusqu'alors sur le territoire. L'islam est la religion officielle des territoires palestiniens d'après la Loi fondamentale des territoires autonomes, bien qu'il y ait un réel respect pour toutes les religions célestes, c'est-à-dire celles des peuples du livre, chrétiens et juifs. Cet état de fait n'empêcherait donc aucunement un chrétien de devenir président palestinien. La question religieuse concernant les Palestiniens butte sans cesse sur la question de l'occupation et de l'accès aux lieux

saints qui en découle. Cependant, il serait plus juste de parler de liberté au sens large, tant les pouvoirs en place à Gaza et en Cisjordanie sont autoritaires. En effet, la question de la liberté d'opinion d'être et d'agir se pose de manière plus crue que la seule liberté de religion et de conviction.